Inter Pares
BULLETIN
VOLUME 33, NUMÉRO 3, SEPTEMBRE 2011

Frontières et liberté de circuler

La migration peut être un choix bien planifié et fait dans l'espoir d'améliorer son sort. Mais quand elle est le résultat d'une urgence, comme c'est trop souvent le cas dans notre monde complexe, elle est souvent synonyme de danger, d'insécurité et de violation des droits. Nous appuyons la lutte des communautés migrantes pour obtenir un traitement équitable, dans le respect et la sécurité, et trouver un moyen de gagner leur vie et soutenir leur famille. Nous présentons dans ce Bulletin *le travail réalisé pour cela en Afrique, en Thaïlande et au Canada, en commençant par un extrait du rapport de voyage de Karen Cocq, membre de l'équipe d'Inter Pares, à son retour d'un récent séjour en Amérique centrale.*

Le jour de mon arrivée dans la ville de Guatemala, j'ai rencontré Diego Lorente, coordonnateur du programme de migration de notre homologue local, Project Counselling Service (PCS). Dans les jours qui viennent, nous traverserons le Guatemala pour aller au Mexique, puis au Salvador, rencontrer des homologues qui se consacrent aux enjeux liés à la migration.

Au Guatemala, nous discutons de la main-d'œuvre étrangère temporaire au Canada. En vertu du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS), des milliers de Guatémaltèques viennent chaque année travailler dans des fermes canadiennes. On a largement documenté les violations des droits du travail dans le cadre du PTAS : conditions de travail exténuantes, logements surpeuplés et menaces de déportation pour qui ose se plaindre. Certains affirment que la politique d'immigration du gouvernement lui sert de portes tournantes pour l'emploi, bloquant les possibilités d'acquérir la citoyenneté tout en créant un important bassin de main-d'œuvre flexible qui ne jouit pas des mêmes droits et protections que les citoyennes et citoyens canadiens.

L'administration du PTAS au Guatemala fut la cible de critiques il y a quelques années, alors que des travailleurs ayant dénoncé les violations perpétrées par leurs employeurs canadiens furent mis sur la liste noire et virent rejetée leur demande d'admission au programme pour l'année subséquente. Diego organise à notre intention une rencontre avec des organisations qui aident ces travailleurs mis au ban. Nous avons parlé stratégie : informer les travailleurs de leurs droits, leur offrir de l'aide juridique et plaider auprès des gouvernements du Guatemala et du Canada. Nous avons parlé de la façon dont Inter Pares peut aider à tisser des liens avec des organisations qui appuient les populations migrantes au Canada.

KAREN COCQ

Murale à l'intérieur du refuge de la Casa del Migrante Tecun Uman.

Le lendemain, Diego et moi sautons dans une camionnette pour aller vers le nord, vers la frontière mexicaine et la ville de Tecun Uman. Nous nous frayons un chemin dans les rues animées. Il est midi, il fait 40° et la poussière est omniprésente. Sur une petite rue, dans un lieu discret, la Casa del Migrante Tecun Uman a pignon sur rue.

La Casa est un refuge qui fonctionne avec un budget de misère sous l'égide de l'Église catholique. Elle fait partie d'un réseau régional qui offre abri, nourriture, eau et formation aux sans-papiers qui passent par là, la plupart en direction des États-Unis (É.-U.). On les informe de leurs droits, des risques encourus et de la façon de se protéger. La Casa leur remet de minuscules cartes où sont indiqués discrètement les trajets les plus sûrs et les lieux où trouver de l'aide, dans l'espoir de les soustraire au sort de tant d'autres – la déshydratation dans le désert, les rapts, la violence et souvent la mort. La maison est tranquille et sereine, remplie de migrants de passage qui trouvent ici un répit de la chaleur et de la peur. Mais le spectre de ce qui les attend pèse lourd dans la chaleur du jour.

Après notre rencontre à la Casa, nous allons à la rivière qui marque la frontière avec le Mexique. Il y a deux façons de traverser. La plupart s'entassent sur des radeaux de fortune et

Suite page 2

Suite de la page 1

KAREN COCQ

Personnes dans des radeaux de fortune traversant la frontière entre le Mexique et le Guatemala, à deux pas du passage frontalier officiel.

traversent illégalement, espérant échapper aux raids des autorités de l'immigration ou pis, à ceux du crime organisé. D'autres – qui ont la chance d'avoir un passeport, comme nous – empruntent le pont moderne et massivement fortifié, la frontière officielle, avec points de contrôle et fouilles par les agents de l'immigration, des douanes et les marines. Du pont, on peut voir les radeaux qui traversent moins de 500 mètres plus loin.

C'est là toute l'ironie – la militarisation croissante de cette frontière n'empêche pas les gens d'essayer de la franchir. Au Mexique, l'immigration est de plus en plus présentée comme une menace pour la *sécurité nationale*; on réagit par la criminalisation de la migration et l'application plus rigoureuse de la loi par l'armée. Cette réaction vient en partie des exigences du gouvernement des É.-U. – et de plus en plus, de celui du Canada – quant à un contrôle plus strict des frontières. Les É.-U. ont investi des milliards de dollars afin d'aider la police et l'armée dans cette région, dans l'espoir de freiner le flux de migration illégale vers le Mexique, puis vers les É.-U. On a aussi ciblé cette frontière pour injecter massivement des fonds dans la *guerre contre les drogues* et au crime organisé, sans grand résultat – cela n'a pas stoppé le passage illicite d'armes et de drogues. De fait, la *guerre contre les drogues* a contribué à faire augmenter de manière marquée la violence au Mexique et les populations migrantes ont écopé – plus il est difficile de franchir la frontière, pires sont les risques encourus.

La dure réalité, c'est que plus l'État tente de stopper le flux de migration en protégeant les frontières, plus les affaires sont florissantes pour le crime organisé et plus périlleuse est la migration. Armer les frontières ne change en rien les motifs qui incitent les gens à se déplacer dans des conditions aussi difficiles – pour trouver du travail et échapper à la pauvreté systémique, ou pour fuir la violence, l'insécurité et la guerre.

Le prochain arrêt pour Diego et moi est le Salvador, un pays qui a développé une dépendance économique envers la migration. Il y a une énorme communauté salvadorienne qui travaille à l'étranger et les envois d'argent constituent en gros 20 pour cent du produit intérieur brut du pays. Au Salvador, la migration est une réalité incontournable.

Comme la migration est de plus en plus dangereuse, bien des gens demeurent sans nouvelles de leurs proches partis vers le nord. Le premier matin à San Salvador, nous rencontrons le Comité des familles de migrantes et de migrants disparus (COFAMIDE), homologue d'Inter Pares. COFAMIDE a d'abord été une petite association de familles de personnes migrantes disparues. Ces familles se sont unies pour se soutenir, obtenir de l'information sur leurs proches disparus auprès des autorités du Guatemala, du Mexique et des É.-U., et pour régler les difficultés administratives et financières liées au rapatriement des corps.

Mais le problème a continué à prendre de l'ampleur et COFAMIDE est rapidement devenue l'une des plus importantes organisations de défense des droits des migrants au Salvador, offrant du soutien régulier aux personnes migrantes et à leur famille et plaidant pour leurs droits auprès du gouvernement. Le ministère de l'immigration salvadorien a maintenant une section spéciale vouée au rapatriement des corps – l'efficacité de ces mesures vient en grande partie du travail de défense des familles réalisé par COFAMIDE.

En 2009, COFAMIDE a organisé son premier pèlerinage au Mexique pour sensibiliser les gens et honorer la mémoire des personnes mortes ou disparues. Sur le trajet sans doute emprunté par leurs proches en route vers le nord, les familles de personnes disparues ont marché du Salvador jusqu'à Oaxaca, au Mexique, apportant avec eux des photos de leurs proches. J'étais émue de voir des photos de lieux que j'avais visités quelques jours plus tôt. Le soutien d'Inter Pares a aidé COFAMIDE à grandir, à développer sa capacité d'appuyer les familles et, surtout, à développer les compétences requises afin d'exiger une intervention du gouvernement du Salvador et d'autres pays. COFAMIDE est maintenant un acteur central dans la lutte pour la justice pour les personnes migrantes et leurs familles.

KAREN COCQ

Pèlerinage de membres des familles qui refont le trajet pris par leurs proches lors de leur périple vers le nord.

De concert avec son homologue PCS, Inter Pares a aidé la Casa del Migrante Tecun Uman et COFAMIDE à renforcer leur impact en les mettant en contact avec d'autres organisations de la région qui font un travail similaire. Inter Pares, PCS, la Casa del migrante et COFAMIDE ont collaboré afin de développer une analyse des politiques et initiatives du Canada en matière d'immigration, de contrôle des frontières et de lutte contre la criminalité et le narcotrafic. Nous tissons des liens avec des organisations canadiennes qui défendent ici les droits des personnes migrantes et diffusons de l'information sur les réalités de la migration en Amérique centrale auprès du public et des décideurs au Canada. Le travail réalisé de concert avec nos homologues sensibilise à ces réalités et appuie les efforts des populations migrantes en vue de bâtir des communautés où l'on peut vivre dans la liberté et la dignité.

Pour une Afrique sans frontières

Les tensions et conflits actuels en Afrique sont en grande partie imputables à la création artificielle d'États par les puissances coloniales, qui ont divisé des sociétés et en ont forcé d'autres à vivre ensemble. Des gouvernements du Nord ont aussi imposé à plusieurs pays trente ans de privatisation du bien commun et du secteur social. L'*accumulation par dépossession* qui en résulte a engendré un petit groupe de personnes fabuleusement riches alors qu'une quantité innombrable de personnes africaines vit sans terre, sans maison et sans emploi, ainsi que le décrit Firoze Manji de Pambazuka Press et Pambazuka News. Pour survivre, les gens doivent migrer en Afrique ou ailleurs dans le monde.

C'est ici qu'intervient Fahamu, homologue d'Inter Pares, et sa vision du panafricanisme. Fahamu offre des services de recherche, d'apprentissage et des plateformes pour le plaidoyer et la communication dans le but de renforcer les mouvements africains pour la défense des droits et de la justice sociale. Hakima Abbas, sa dynamique directrice générale, explique : « Pour transformer les conflits, il faut se détacher d'une conception étriquée de l'identité ethnique et embrasser une conception panafricaine où la liberté de circuler est un principe clé. » Le travail de recherche et de plaidoyer réalisé par Fahamu vise entre autres à faire comprendre les causes profondes de la migration en Afrique et repousser sa criminalisation; circuler librement est un droit fondamental après tout.

Fahamu élargit présentement son travail avec les populations réfugiées et déplacées en raison du nombre croissant de personnes en circulation dans le Sud mondialisé. L'organisation sert de secrétariat au Southern Refugee Legal Aid Network et héberge son site Internet, un portail d'informations qui promeut et soutient l'offre d'aide juridique aux personnes réfugiées. En plus de ressources utiles, le site offre un annuaire des ONG offrant des services aux personnes réfugiées dans divers pays africains.

Inter Pares appuie Fahamu et Pambazuka, le volet en ligne ainsi que la maison d'édition de Fahamu, parce que ces organisations mettent le point de vue des peuples africains au cœur d'une vision du changement – un changement qui permettra aux gens de migrer dans la dignité et une vision de l'Afrique où les gens s'organisent pour s'émanciper des diverses formes d'oppression et où ils peuvent s'épanouir pleinement.

Pour en savoir plus sur Fahamu et Pambazuka Press et Pambazuka News, voir : www.fahamu.org et www.pambazuka.org

Solidarité sans frontières, solidarité chez soi

Pour la plupart d'entre nous, ce n'est pas un problème de savoir s'il sera possible de se rendre à l'urgence en cas de besoin ou d'envoyer ses enfants à l'école; nous tenons ces services pour acquis. Mais près d'un demi-million de personnes vivant au Canada n'y ont pas accès – les migrantes et migrants sans statut officiel, les *illégaux*.

Mahatma Gandhi a dit un jour que l'on peut juger une société par la façon dont elle traite ses membres les plus vulnérables. Inter Pares est d'accord et croit que tous ceux et celles qui vivent au Canada – peu importe leur statut juridique – ont le droit d'avoir accès aux services essentiels.

Il y a toujours eu des migrations. Mais partout dans le monde, y compris au Canada, des personnes sont forcées de vivre sans statut juridique : celles qui fuient les persécutions, celles qui cherchent un gagne-pain ou les familles qui veulent se réunifier. Mais avant tout, ce sont des personnes. Ce sont nos voisins, nos collègues, nos camarades de classe, nos amis. Toutes et tous contribuent à l'économie, travaillent – occupant généralement les emplois les plus dangereux, les moins bien payés et les moins recherchés – et ils participent jour après jour à l'édification de notre société.

Pourtant, bien des sans-papiers se voient refuser l'accès à des services aussi essentiels que la santé, l'éducation, les banques alimentaires ou le logement – ou choisissent d'y renoncer de peur qu'on les dénonce aux autorités de l'immigration. En réaction, des gens s'organisent partout au Canada pour bâtir des communautés et des villes accueillantes et sécuritaires pour les sans-papiers. Solidarité sans frontières (SSF), à Montréal, est l'une de ces organisations. SSF est une alliance de personnes migrantes et de leurs partisanes et partisans désireux de bâtir une *Cité sans frontières*. Appuyée par Inter Pares, cette campagne vise à bâtir une culture de la solidarité notamment par des réseaux de services que les personnes migrantes peuvent utiliser sans crainte.

Dans ce but, SSF a préparé une trousse présentant les rouages du système d'immigration du Canada aux principaux fournisseurs de services. SSF a aussi compilé des archives audio soulignant la résilience et le courage des personnes migrantes et leurs luttes pour la justice. Pour sensibiliser et obtenir du soutien, SSF a aussi produit une série de courtes vidéos sur les principes qui étayent la régularisation du statut de tous les sans-papiers au Canada, y compris l'accès universel aux services essentiels.

La campagne *Cité sans frontières* est un bel exemple d'action collective réalisée par des organisations d'un bout à l'autre du pays pour briser la peur et l'isolement dans lesquels vivent les sans-papiers et bâtir une culture de la solidarité issue de la base.

Pour écouter les archives audio de SSF, visitez ce site : http://solidaritesansfrontieresaudio.wordpress.com

Nous ne sommes pas illégaux!

MAP FOUNDATION

MAP distribue du matériel à des travailleurs migrants dans un événement communautaire.

Il y a un afflux permanent de Birmanes et de Birmans en Thaïlande – des personnes qui cherchent un emploi, un moyen de subsistance et, parfois, un refuge. Elles quittent le régime oppressif birman en quête d'une vie sûre et stable. Des personnes et des familles de diverses régions et de divers groupes ethniques migrent – chacune avec son bagage d'expériences et ses aspirations. Mais à leur arrivée en Thaïlande, toutes et tous se font apposer la même étiquette : *travailleur étranger illégal.* L'homologue d'Inter Pares, MAP Foundation, travaille à défier cette étiquette : MAP travaille avec des gens.

Depuis 1996, MAP soutient des Birmanes et des Birmans qui vivent en Thaïlande. MAP a créé un réseau de militants issus de la communauté migrante et exilée, mettant en commun leurs ressources et compétences pour répondre aux besoins de personnes isolées et marginalisées. Au début, les besoins étaient vastes : les populations migrantes n'avaient ni droit de parole, ni accès à des services. Aujourd'hui, MAP œuvre auprès des travailleurs, pour les aider à défendre leurs droits et exiger leur dû en vertu des lois thaïlandaises. Dans les trois dernières années, MAP a aidé près de 1000 travailleurs à porter plainte pour dénoncer l'exploitation de leurs employeurs et obtenu plus de 7,5 millions de bahts – équivalant à presque 43 000 jours de travail – en compensation de salaires non versés.

En septembre dernier, MAP a offert de l'aide juridique à 1000 autres personnes migrantes d'une usine de filets de pêche du nord-est de la Thaïlande. Ces personnes étaient outrées, car non seulement leur employeur leur avait confisqué leurs documents d'immigration, mais il les avait falsifiés avant de les leur remettre! Elles ont donc fait la grève et la tension a monté quand l'employeur a voulu écraser le mouvement de protestation en envoyant des hommes armés. La plus grande crainte de ces personnes migrantes était la déportation : la plupart s'étaient soumises à un nouveau processus compliqué et onéreux pour obtenir un passeport temporaire; en cas de déportation, elles perdaient à la fois leur passeport et l'argent investi pour l'obtenir. Le personnel de MAP les a accompagnées et aidé aux négociations avec l'employeur et les autorités locales. Finalement, ces personnes migrantes ont pu garder leur statut juridique, quitter l'usine avec leur salaire du dernier mois et chercher un nouvel emploi en toute sécurité.

MAP travaille à un avenir où toutes les personnes venues de la Birmanie auraient le droit de s'installer dans un pays et de migrer en sécurité, et où les droits et libertés des personnes migrantes seraient pleinement observés et respectés. Par l'entremise de la radio communautaire, de plusieurs centres de ressources et de rencontres mensuelles partout en Thaïlande, MAP a contribué à bâtir la solidarité et à briser l'isolement vécu par les populations migrantes. Inter Pares est fière d'appuyer le précieux travail de MAP.

MAP FOUNDATION

Fuyant les combats dans l'est de la Birmanie, ces personnes traversent la frontière, dans l'espoir d'une plus grande sécurité en Thaïlande.

Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Téléc. 613 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVIDBERMAN.COM